

Hirsch, Joseph, "Anciens combattants. Les africains encaissent mais n'oublient pas", *Courrier International*, París, Francia, Courrier International, 18 de mayo de 2004.

Consultado en:

<http://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/2004/05/18/les-africains-encaissent-mais-n-oublent-pas>

Fecha de consulta: 17/05/2013.

Longtemps oubliés, les Africains anciens combattants français vont enfin bénéficier d'une revalorisation de leurs pensions qui étaient gelées depuis 1961 et la "cristallisation" décidée par la France en pleine période de décolonisation. Mais cet acte de l'Etat français ne fait pas oublier les années de silence et de mépris qui l'ont précédé...



Plus de quarante ans après qu'elles furent gelées, en 1961, (la "cristallisation"), les pensions que touchent les anciens combattants africains pour la France sont enfin revalorisées d'environ 20 %. Si cette "décristallisation" touche l'ensemble du continent (Maghreb et Afrique subsaharienne) à avoir envoyé des soldats défendre la France, à Ouagadougou on se sent parmi les premiers concernés par la nouvelle mesure. En effet, "en dehors du Maghreb, c'est le Burkina Faso qui dispose le plus de bénéficiaires", rappelle [Sidwaya](#), qui cite le chiffre de 7 078 pensionnés.

Décryptant les différents paragraphes du nouveau dispositif français, le quotidien met en lumière les nouveaux droits qu'il instaure. Ainsi, les droits de reversion, pour les veuves des pensionnés civils et militaires, ou la réforme de la pension militaire d'invalidité, qui "pourra désormais être révisée en cas d'aggravation des infirmités". Nombreux sont ceux à voir en cette mesure un acte symbolique. Les anciens combattants, très âgés – "les plus jeunes ont 70 ans", indique *Sidwaya* – ont en effet plus besoin de la reconnaissance de leur cause que de l'augmentation financière en elle-même, et, à ce titre, avec la revalorisation apparaît "le sentiment qu'une injustice est en train d'être réparée", dit [Le Pays](#). C'est donc,

de ce point de vue, une victoire, et la presse burkinabé est unanime dans l'hommage rendu au combat d'Amadou Diop, ce Sénégalais qui a défendu les droits des anciens combattants jusque devant le Conseil d'Etat en France, et que beaucoup considèrent comme l'élément déclencheur de la revalorisation.

[L'Observateur Paalga](#), de son côté, préfère saluer une mobilisation collective, rappelant que la victoire d'Amadou Diop "a été le fruit de luttes âpres et obstinées de plusieurs acteurs : les associations des anciens combattants disséminées à travers les différents pays comme le puissant lobby d'anciens combattants français qui ne pouvaient accepter la disparité criarde entre leur pension et celle de leurs frères d'arme". Citant l'ambassadeur de France au Burkina, *Sidwaya* voit dans la dé cristallisation une façon pour la France de "témoigner, même tardivement, son respect et sa reconnaissance à des hommes qui ont aidé à défendre son intégrité", et de tourner ainsi "une page très importante" de son histoire.

Mais si la réforme constitue une avancée, les "anciens combattants n'ont pas pour autant le sourire aux lèvres" rappelle Le [Journal du jeudi](#). "Ils continuent toujours de ressentir l'humiliation et l'injustice dont ils ont été l'objet depuis les indépendances politiques des Etats africains." [Sanfinna](#) s'insurge également contre ce qu'il appelle "une injustice d'Etat". Rappelant qu'au cours des deux guerres mondiales "300 000 Africains ont perdu la vie dans les combats ou ont été portés disparus", l'hebdomadaire stigmatise une France "oublieuse des sacrifices consentis" par les soldats Africains qui, après avoir "été traités comme des combattants de seconde zone" en période de guerre, ont été "méprisés et sujets à un traitement discriminatoire en ce qui concerne leurs pensions".

Nombreux sont aussi les journaux à citer les témoignages d'anciens combattants, desquels ressort une profonde amertume. Un sentiment partagé par l'opinion entière, qui a ressenti dans son ensemble le traitement infligé aux retraités de guerre comme une humiliation. Dans son éditorial, *Le Pays* dénonce le traitement discriminatoire des anciens combattants comme une injustice profonde : "Sur les champs de bataille, les balles n'étaient pas discriminatoires". Le quotidien est indigné de l'attitude de la France, qui "refuse d'assumer pleinement son passé". Un passé que *Sanfinna* aimerait voir reconnu, et avec lui la mémoire de ces "tirailleurs" qui, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, furent massacrés dans le camp de Thiaroye, au Sénégal, parce qu'ils réclamaient les "mêmes droits que leurs frères d'armes français".